

Fin décembre 2021, 18 % des bénéficiaires de minima sociaux occupent un emploi, qui est salarié dans trois quarts des cas. Parmi ces bénéficiaires salariés, 28 % sont en contrat à durée indéterminée (CDI) sans être salariés d'un particulier employeur. En raison, notamment, de la part élevée des ouvriers et des employés, leur salaire horaire net médian est inférieur d'environ 4 euros à celui de l'ensemble des salariés. Presque deux tiers des salariés percevant l'allocation aux adultes handicapés (AAH) travaillent à temps complet, principalement dans les établissements et services d'aide par le travail (Esat). Les salariés bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) sont moins nombreux à travailler à temps complet (respectivement 44 % et 46 % parmi ceux n'étant pas salariés par un particulier). Parmi les bénéficiaires de minima sociaux occupant un emploi non salarié, plus de quatre sur cinq ont le statut de microentrepreneur, contre un peu moins de la moitié pour l'ensemble des non-salariés.

### 18 % des bénéficiaires de minima sociaux ont un emploi, 13 % sont salariés

Les bénéficiaires de minima sociaux<sup>1</sup> âgés de 16 à 64 ans sont peu nombreux à occuper un emploi au 31 décembre 2021<sup>2</sup> : leur taux d'emploi<sup>3</sup> est de 17,7 % (tableau 1)<sup>4</sup>, d'après l'échantillon national interrégimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux (ENIACRAMS) [voir annexe 1.1]. Parmi eux, trois sur quatre occupent un emploi salarié, soit 13,2 % de l'ensemble des bénéficiaires.

Le taux d'emploi salarié des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) est supérieur de près de six points de pourcentage à celui des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) [12,1 % contre 6,5 %] (tableau 2). Cela s'explique probablement par le fait que le cumul d'un emploi et de l'ASS est limité dans le temps (3 mois au maximum), alors que le cumul d'un

emploi et du RSA ne l'est pas, tant que la condition de ressources du RSA est vérifiée. Le taux d'emploi salarié est encore plus élevé pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) [16,7 %]. Parmi eux, une grande majorité (58 %) travaille non pas en milieu ordinaire, mais dans des établissements et services d'aide par le travail (Esat)<sup>5</sup> ; ils se trouvent donc dans une situation très spécifique vis-à-vis de l'emploi<sup>6</sup>.

Pour l'ASS comme pour le RSA, le taux d'emploi salarié des femmes est plus élevé que celui des hommes (respectivement 7,8 % contre 5,4 %, et 13,2 % contre 10,8 %). Le rapport s'inverse pour les bénéficiaires de l'AAH car 18,2 % des hommes ont un emploi salarié contre 14,9 % des femmes. Le taux d'emploi salarié des allocataires de l'AAH ayant un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % diminue très nettement avec l'âge : de 30,4 % pour ceux âgés de 16 à 24 ans, il passe à

1. Cette fiche porte sur le RSA, l'AAH et l'ASS. Pour l'AAH et l'ASS, les bénéficiaires sont les allocataires ; pour le RSA, il s'agit des allocataires et de leur éventuel conjoint.

2. L'analyse de l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux repose sur l'appariement du panel ENIACRAMS de la DREES et du panel tous actifs de l'Insee (voir annexe 1.1). Au moment de la rédaction de cette fiche, le millésime 2021 du panel tous actifs constitue sa version la plus récente.

3. Le taux d'emploi est la part des personnes ayant un emploi au sein de la population considérée.

4. Il faut noter qu'une part bien plus importante a un emploi dans l'année qui suit la perception d'un minimum social : ainsi, 35,5 % des bénéficiaires de minima sociaux fin 2020 ont eu un emploi au moins une journée en 2021, alors que 16,4 % avaient un emploi fin 2020 (encadré 1).

5. Le statut des allocataires de l'AAH au sens de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ou de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA) est utilisé pour repérer les allocataires de l'AAH en Esat.

6. Les travailleurs en Esat ne relèvent pas du Code du travail. Ils n'ont donc pas, à proprement parler, le statut de salarié.

22,8 % pour ceux de 25 à 49 ans et à 9,4 % pour ceux de 50 à 64 ans<sup>7</sup>.

### Un bénéficiaire de minima sociaux sur quatre en emploi est non salarié

Parmi les bénéficiaires de minima sociaux en emploi fin 2021, un peu plus d'un sur quatre occupe un emploi non salarié (*tableau 1* et *encadré 2*). Le taux d'emploi des bénéficiaires de minima sociaux étant de 17,7 % au 31 décembre 2021, 4,8 % des bénéficiaires occupent un emploi non salarié à cette date (*tableau 3*).

Plus d'un tiers (37,8 %) des bénéficiaires du RSA en emploi ont un emploi non salarié. Le taux d'emploi non salarié des bénéficiaires du RSA (7,0 %) est deux fois supérieur à celui des bénéficiaires de l'ASS (3,3 %), ce qui s'explique à nouveau probablement par le fait que le cumul d'un emploi et de l'ASS est limité à 3 mois au maximum, alors

que le cumul d'un emploi et du RSA n'a pas de limite temporelle, tant que la condition de ressources du RSA est vérifiée. Le taux d'emploi non salarié des bénéficiaires de l'AAH est, quant à lui, très faible (1,1 %), quoique légèrement supérieur parmi ceux dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 79 % (1,4 %).

La part des hommes bénéficiaires du RSA occupant un emploi non salarié est largement supérieure à celle des femmes (9,8 % contre 4,7 %). Parmi l'ensemble des bénéficiaires de minima sociaux, le taux d'emploi non salarié des hommes est presque deux fois supérieur à celui des femmes (6,3 % contre 3,5 %). Le taux d'emploi non salarié est plus élevé pour l'ensemble des bénéficiaires de minima sociaux âgés de 25 à 49 ans (5,8 %) que pour l'ensemble de ceux âgés de 16 à 24 ans (1,4 %) ou de 50 à 64 ans (3,6 %).

#### Encadré 1 Plus d'un tiers des bénéficiaires de minima sociaux fin 2020 ont un emploi en 2021

Alors que 16,4 % des bénéficiaires de minima sociaux de 16 à 64 ans fin 2020 étaient en emploi à cette date, la proportion de ceux qui ont travaillé au moins une partie de l'année 2021 est bien plus importante (35,5 %) [*tableau*]. Pour ces derniers, il s'agit très majoritairement d'une activité salariée : 87 % ont eu au moins un emploi salarié en 2021 et 18 % au moins un emploi non salarié.

Quel que soit le minimum social, le taux d'emploi en 2021 diminue avec l'âge : pour l'ensemble des bénéficiaires de minima sociaux fin 2020, il passe ainsi de 47,5 % pour les individus âgés de 16 à 29 ans fin 2020, à 36,1 % pour ceux âgés de 40 à 49 ans et à 13,0 % pour ceux âgés de 60 à 64 ans.

22,7 % des bénéficiaires de l'AAH fin 2020 sont en emploi en 2021 – en emploi salarié pour l'immense majorité d'entre eux (95 %). Leur taux d'emploi en 2021 est bien plus faible que celui des bénéficiaires de l'ASS et, surtout, du RSA, alors que leur taux d'emploi fin 2020 est le plus élevé (17,4 % contre, respectivement, 7,9 % et 16,8 %). C'est le signe d'une plus faible proximité de l'emploi pour les bénéficiaires de l'AAH, mais aussi d'une plus grande stabilité une fois dans l'emploi due à la fois à la part relativement forte des CDI pour les personnes travaillant en milieu ordinaire et à la part très importante du travail en Esat<sup>1</sup>.

Les bénéficiaires du RSA fin 2020 sont les plus nombreux à être en emploi en 2021 (42,4 %). Parmi les personnes en emploi, la part de celles en emploi non salarié est plus élevée (22 %) que pour l'ASS (13 %) et l'AAH (6 %). Avec l'âge, les taux d'emploi salarié comme non salarié des bénéficiaires du RSA diminuent, tandis que la part des personnes en emploi non salarié parmi celles en emploi augmente.

Enfin, 30,7 % des bénéficiaires de l'ASS fin 2020 sont en emploi en 2021, à nouveau très majoritairement en emploi salarié (91 % d'entre eux). L'écart de taux d'emploi en 2021 entre les bénéficiaires de l'ASS et du RSA fin 2020 s'explique de plusieurs manières. Tout d'abord, les bénéficiaires ●●●

7. À partir de 2017, le champ de l'ENIACRAMS est élargi aux personnes âgées de 65 ans ou plus mais c'est le champ des personnes âgées de 16 à 64 ans qui est conservé dans cette fiche pour ne pas inclure des personnes qui ne sont plus en emploi a priori. Les bénéficiaires de minima sociaux âgés de 65 ans ou plus ne représentent que 0,7 % de l'ensemble des bénéficiaires en emploi fin 2021.

...

du RSA sont bien plus jeunes que ceux de l'ASS (voir fiches 23 et 24), or le taux d'emploi des bénéficiaires de ces prestations diminue nettement avec l'âge. Par ailleurs, à âge donné, pour les tranches d'âge supérieures ou égales à 30 ans<sup>2</sup>, le taux d'emploi non salarié est plus élevé, voire nettement plus élevé (au-delà de 40 ans), pour les bénéficiaires du RSA. Enfin, au-delà de 50 ans et surtout de 55 ans, le taux d'emploi salarié est plus faible pour les bénéficiaires de l'ASS.

Taux d'emploi en 2021 des bénéficiaires de minima sociaux fin 2020, selon l'âge fin 2020

En %

		En emploi <sup>2</sup>	En emploi salarié	En emploi non salarié
RSA	16 à 29 ans	51,1	45,6	9,1
	30 à 39 ans	47,2	39,7	10,7
	40 à 49 ans	42,0	34,5	9,9
	50 à 54 ans	35,1	28,3	8,5
	55 à 59 ans	27,9	21,3	7,8
	60 à 64 ans	19,0	13,3	6,2
	Ensemble	42,4	35,7	9,5
ASS	16 à 29 ans	62,1	51,9	14,4
	30 à 39 ans	50,5	44,2	9,3
	40 à 49 ans	37,9	34,8	4,9
	50 à 54 ans	28,7	26,7	2,9
	55 à 59 ans	19,0	17,8	1,5
	60 à 64 ans	10,5	9,7	0,9
	Ensemble	30,7	27,9	4,0
AAH	16 à 29 ans	36,4	35,5	1,5
	30 à 39 ans	32,3	30,7	2,3
	40 à 49 ans	23,9	22,7	1,6
	50 à 54 ans	17,6	16,5	1,3
	55 à 59 ans	12,5	11,7	0,9
	60 à 64 ans	6,7	6,1	0,7
	Ensemble	22,7	21,6	1,5
Ensemble des minima <sup>1</sup>	16 à 29 ans	47,5	43,2	7,2
	30 à 39 ans	44,1	38,0	8,8
	40 à 49 ans	36,1	31,0	6,8
	50 à 54 ans	27,7	23,7	5,1
	55 à 59 ans	20,1	16,8	3,9
	60 à 64 ans	13,0	10,0	3,3
	Ensemble	35,5	30,8	6,6

1. L'ensemble des minima comprend ici le RSA, l'ASS et l'AAH.

2. La colonne « En emploi » ne correspond pas nécessairement à la somme des deux colonnes « En emploi salarié » et « En emploi non salarié » car, outre les questions d'arrondis, il est possible de cumuler un emploi salarié avec un emploi non salarié.

**Notes >** Les bénéficiaires sont les allocataires et, dans le cas du RSA, leur éventuel conjoint. De façon cohérente avec la définition retenue par l'Insee, un microentrepreneur est considéré comme en emploi uniquement s'il est économiquement actif (voir encadré 2 et annexe 1.2).

**Lecture >** 42,4 % des bénéficiaires du RSA fin 2020 ont occupé un emploi au moins un jour en 2021, 35,7 % un emploi salarié et 9,5 % un emploi non salarié. 51,1 % des bénéficiaires du RSA âgés de 16 à 29 ans fin 2020 ont occupé un emploi au moins un jour en 2021.

**Champ >** France, bénéficiaires d'un minimum social âgés de 16 à 64 ans au 31 décembre 2020.

**Source >** DREES, ENIACRAMS.

1. En Esat, les personnes ont un contrat de soutien et d'aide par le travail. Ce contrat a une durée d'un an mais est reconduit tacitement chaque année.

2. Fin 2020, 99 % des allocataires de l'ASS ont au moins 30 ans, 84 % au moins 40 ans.

**Tableau 1 Taux d'emploi des bénéficiaires de minima sociaux et parts de salariés et de non-salariés, fin 2021**

En %

		ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont taux d'incapacité		Ensemble des bénéficiaires
Taux d'emploi		9,5	18,7	19,3	13,2	17,7	16,2	19,1	17,7
Proportion parmi les bénéficiaires en emploi fin 2021	En emploi salarié uniquement	65,9	62,2	60,8	79,9	93,6	94,7	92,7	72,6
	En emploi non salarié uniquement	31,7	35,3	36,7	18,0	5,7	4,7	6,6	25,5
	En emploi salarié et non salarié	2,4	2,5	2,5	2,1	0,7	0,5	0,8	1,9
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100

**Notes >** Pour le RSA, les chiffres concernent l'ensemble des bénéficiaires : les allocataires mais aussi les conjoints. Pour l'ASS et l'AAH, les chiffres ne concernent que les allocataires.

De façon cohérente avec la définition retenue par l'Insee (Amar, 2025), un microentrepreneur est considéré comme en emploi uniquement s'il est économiquement actif (*encadré 2*).

**Lecture >** Fin 2021, 9,5 % des bénéficiaires de l'ASS occupent un emploi. Parmi eux, 65,9 % occupent un emploi salarié uniquement et 2,4 % occupent un emploi salarié cumulé avec un emploi non salarié.

**Champ >** France, bénéficiaires d'un minimum social âgés de 16 à 64 ans au 31 décembre 2021.

**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

**Tableau 2 Taux d'emploi salarié parmi les bénéficiaires de minima sociaux selon le sexe et l'âge, fin 2021**

En %

	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont taux d'incapacité		Ensemble des bénéficiaires
						80 % ou plus	compris entre 50 % et 79 %	
Femme	7,8	13,2	13,7	10,9	14,9	13,4	16,1	13,4
Homme	5,4	10,8	10,8	9,5	18,2	17,1	19,4	13,1
16 à 24 ans	ns	9,9	11,4	8,7	23,7	14,2	30,4	16,0
25 à 49 ans	9,1	13,0	13,2	11,3	21,6	20,2	22,8	15,1
50 à 64 ans	4,6	9,9	9,9	14,5	10,1	10,8	9,4	9,4
Ensemble	6,5	12,1	12,2	10,9	16,7	15,4	17,8	13,2

ns : non significatif (du fait d'effectifs trop faibles).

**Lecture >** Fin 2021, 5,4 % des hommes bénéficiaires de l'ASS sont salariés.

**Champ >** France, bénéficiaires d'un minimum social âgés de 16 à 64 ans au 31 décembre 2021.

**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

**Tableau 3 Taux d'emploi non salarié parmi les bénéficiaires de minima sociaux selon le sexe et l'âge, fin 2021**

En %

	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont taux d'incapacité		Ensemble des bénéficiaires
						80 % ou plus	compris entre 50 % et 79 %	
Femme	3,5	4,7	5,2	2,4	0,9	0,6	1,2	3,5
Homme	3,1	9,8	9,8	8,6	1,3	1,1	1,6	6,3
16 à 24 ans	ns	2,2	3,6	1,0	0,3	0,1	0,5	1,4
25 à 49 ans	5,5	7,5	8,0	3,0	1,4	1,1	1,6	5,8
50 à 64 ans	1,5	6,7	6,7	6,1	1,0	0,7	1,3	3,6
Ensemble	3,3	7,0	7,6	2,6	1,1	0,9	1,4	4,8

ns : non significatif (du fait d'effectifs trop faibles).

**Lecture >** Fin 2021, 9,8 % des hommes bénéficiaires du RSA occupent un emploi non salarié.

**Champ >** France, bénéficiaires d'un minimum social âgés de 16 à 64 ans au 31 décembre 2021.

**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

**Encadré 2 Le statut et les revenus des non-salariés : concepts et définitions**

Les données sur les non-salariés du panel tous actifs de l'Insee sont issues des déclarations sociales des indépendants. Ces dernières sont liées à l'affiliation au régime de protection sociale des travailleurs non salariés, l'Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss [agence centrale des organismes de sécurité sociale]) pour la sphère hors agricole et la CCMSA (Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) pour la sphère agricole. Occuper un poste non salarié au 31 décembre signifie que l'individu possède un compte actif affilié à l'un de ces deux régimes de protection sociale.

Cependant, les microentrepreneurs qui ne sont pas économiquement actifs sont exclus du champ. Un microentrepreneur est considéré comme économiquement actif s'il a déclaré un chiffre d'affaires positif dans l'année ou s'il a déclaré au moins un chiffre d'affaires positif au cours des quatre trimestres qui ont suivi son assujettissement (y compris l'année d'après).

L'assujettissement à l'impôt et au prélèvement des cotisations sociales dépend du régime socio-fiscal du non-salarié. Il existe deux statuts de régime socio-fiscal : les non-salariés « classiques », qui regroupent les entrepreneurs individuels et les gérants majoritaires, imposés au réel, et les microentrepreneurs (depuis 2008), imposés au forfait et soumis à des plafonds de chiffre d'affaires selon le type d'activité. Pour les affiliés à l'Urssaf Caisse nationale, le statut de microentrepreneur est directement renseigné tandis que, pour les affiliés à la CCMSA, les micro-BA (pour régime microbénéfice agricole : il s'agit d'exploitants agricoles ou de gérants de sociétés agricoles) peuvent être identifiés selon leur type d'imposition. Dans cette fiche, les affiliés à la CCMSA imposés au forfait sont classés parmi les microentrepreneurs.

Le revenu d'activité des non-salariés classiques correspond au bénéfice qu'ils retirent de leur activité professionnelle, net des charges professionnelles (cotisations de sécurité sociale, salaires versés, paiement des intérêts...). Les contributions sociales (CSG et CRDS) ne sont pas déduites. Le revenu d'activité des microentrepreneurs est calculé à partir du chiffre d'affaires après abattement selon le type d'activité. Concernant les BIC (bénéfices industriels et commerciaux), le taux d'abattement est de 71 % pour les activités de ventes et d'achats ou de fourniture de logement et de 50 % pour les prestations de service. Pour les BNC (bénéfices non commerciaux), dont relèvent les professions libérales, le taux s'élève à 34 %. Le revenu ainsi obtenu correspond au bénéfice imposable des non-salariés.

Pour obtenir le revenu mensualisé (utilisé dans le tableau 9), le revenu déclaré sur l'année est d'abord ramené à un revenu journalier selon le nombre de jours d'affiliation du non-salarié. Ce revenu journalier est ensuite transformé en revenu mensuel en le multipliant par 365/12. Pour les non-salariés n'étant pas affiliés l'année complète, il correspond donc à ce qu'ils auraient perçu en moyenne par mois s'ils avaient travaillé toute l'année.

**Près de trois salariés bénéficiaires du RSA et de l'ASS sur dix sont en CDD**

Les formes particulières d'emploi (c'est-à-dire autres que le contrat à durée indéterminée [CDI]) sont très fréquentes parmi les bénéficiaires de minima sociaux<sup>8</sup>. En particulier, un tiers des salariés bénéficiaires de l'ASS et un quart de ceux du RSA sont en contrat à durée déterminée (CDD) [tableau 4], contre 9 % de l'ensemble des salariés fin 2021. Par ailleurs, 8 % des salariés bénéficiaires de l'ASS et du RSA sont en contrat de travail temporaire, contre 2 % de l'ensemble des salariés.

Enfin, 10 % des salariés bénéficiaires de l'ASS et 9 % de ceux du RSA ont un contrat aidé, contre 1 % pour l'ensemble des salariés. Certains bénéficiaires ont un autre type de contrat que le CDI, le CDD, le contrat de travail temporaire ou le contrat aidé : fonctionnaires, intermittents, salariés travaillant à domicile, contrats de travail saisonnier, vacataires, mais aussi contrats de soutien et d'aide par le travail pour les personnes handicapées travaillant en Esat. C'est le cas, notamment, pour 67 % des salariés allocataires de l'AAH, en raison de leur forte présence en Esat.

<sup>8</sup> Avec les données disponibles, il n'est pas possible de connaître le contrat de travail des salariés de particuliers employeurs, qui représentent 9 % des bénéficiaires de minima sociaux salariés. Aussi, la part de chaque type de contrat parmi les bénéficiaires salariés présentée ici est un minorant de la part réelle.

Trois salariés bénéficiaires du RSA sur dix sont des personnels des services directs aux particuliers

Neuf salariés sur dix bénéficiaires du RSA sont employés ou ouvriers (tableau 5), la proportion étant identique pour l'ensemble des salariés bénéficiaires de minima sociaux. 20 % des salariés bénéficiaires du RSA et 14 % de ceux bénéficiaires de l'ASS sont des ouvriers non qualifiés, qui exercent principalement en tant qu'agents de nettoyage de locaux industriels ou collectifs, dans la manutention, l'emballage, le tri et l'expédition, alors que les ouvriers non qualifiés ne représentent que 6 % de l'ensemble des salariés. 53 % des salariés bénéficiaires du RSA et 54 % de ceux de l'ASS sont employés, respectivement 8 % et 10 % relèvent des professions dites « intermédiaires » et une infime part exerce en tant que cadre, quand ces professions représentent respectivement 32 %, 22 % et 19 % de

l'ensemble des salariés. La part d'ouvriers qualifiés parmi les salariés bénéficiaires du RSA ou de l'ASS est, quant à elle, un peu inférieure à celle observée dans l'ensemble de la population salariée (15 % pour le RSA et l'ASS, contre 18 % pour l'ensemble). 58 % des salariés bénéficiaires de l'AAH sont des ouvriers non qualifiés ; ce chiffre s'élève à 89 % pour ceux qui travaillent en Esat. Parmi les salariés bénéficiaires de l'ASS ou du RSA, la part de ceux travaillant en tant que personnels des services directs aux particuliers (principalement en tant qu'employés de maison et personnels de ménage des particuliers, aides à domicile, aides-ménagères et travailleurs familiaux mais aussi aides de cuisine ou serveurs dans la restauration) est nettement plus élevée que celle observée dans l'ensemble de la population salariée (24 % pour l'ASS et 30 % pour le RSA, contre 9 % pour l'ensemble).

Tableau 4 Contrats de travail des bénéficiaires de minima sociaux salariés, fin 2021

	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont travail		Ensemble des bénéficiaires	dont hors Esat	Ensemble des salariés
						en Esat²	en milieu ordinaire			
Salariés des particuliers employeurs	13	14	14	10	3	0	8	9	12	3
Salariés non employés par des particuliers										
CDI	25	34	34	38	20	0	48	28	37	63
CDD	33	27	27	28	7	0	16	19	25	9
Contrat de travail temporaire	8	8	8	7	1	0	3	5	7	2
Contrat aidé	10	9	9	9	2	0	5	6	8	1
Autre¹	10	8	8	9	67	100	21	33	11	23
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. La modalité « Autre » recouvre en partie les salariés qui dépendent de la fonction publique, dont la totalité des fonctionnaires. Elle inclut également le travail occasionnel ou saisonnier, les emplois de vacataires de la fonction publique, les emplois payés à l'acte ou à la tâche, les intermittents, le travail à domicile, les stagiaires ou les salariés n'ayant pas de contrat de travail.

2. Les allocataires de l'AAH qui exercent en Esat ont tous été classés dans la modalité « Autre ». Ils n'ont pas de contrat de travail mais signent un contrat de soutien et d'aide par le travail avec l'établissement. Ils ne peuvent pas être licenciés.

Lecture > Fin 2021, 25 % des salariés bénéficiaires de l'ASS sont en CDI dans leur poste principal sans être employés par des particuliers.

Champ > France, poste principal, au 31 décembre 2021, des salariés âgés de 16 à 64 ans.

Sources > DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

Une minorité de salariés à temps complet parmi les bénéficiaires du RSA et des salaires horaires proches du smic

Un peu plus de quatre salariés sur dix, hors salariés des particuliers employeurs<sup>9</sup>, bénéficiaires de l'ASS (46 %) ou du RSA (44 %) travaillent à temps complet (tableau 6). Parmi ces salariés à temps complet, 37 % sont en CDI. Ainsi, au total, environ 14 % des salariés bénéficiaires de l'ASS ou du RSA sont à la fois à temps complet et en CDI, sans être salariés de particuliers employeurs : une grande partie d'entre eux devrait assez rapidement n'avoir plus le droit de percevoir des minima sociaux. Parmi les salariés bénéficiaires de l'ASS, 13 % sont en CDI et à temps partiel, sans être salariés de particuliers employeurs. Cette proportion est plus forte pour les salariés bénéficiaires du RSA (20 %). Cette différence s'explique en partie par le fait que les bénéficiaires du RSA peuvent cumuler durablement activité et minimum social, tant qu'ils

vérifient la condition de ressources, alors que ce cumul ne peut être que transitoire pour l'ASS (voir fiche 24). Quant aux salariés bénéficiaires de l'AAH, hors salariés des particuliers employeurs, ils sont presque deux tiers à travailler à temps complet, principalement en Esat. Quel que soit le type de minimum perçu, le salaire horaire médian varie peu, à l'exception des bénéficiaires de l'AAH travaillant en Esat, qui font l'objet de dispositions particulières. Le salaire horaire net médian est de 9,2 euros pour les bénéficiaires de l'ASS et de 9,1 euros pour les bénéficiaires du RSA, soit un niveau légèrement supérieur au montant du smic (estimé à 8,3 euros nets<sup>10</sup>). Le salaire horaire médian des bénéficiaires d'un minimum social est donc faible au regard de celui de l'ensemble de la population salariée (12,5 euros). Par ailleurs, la distribution du salaire horaire des bénéficiaires de minima sociaux (hors allocataires de l'AAH exerçant en Esat) est très

Tableau 5 Catégories socioprofessionnelles des bénéficiaires de minima sociaux salariés, fin 2021

	En %									
	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont travail		Ensemble des bénéficiaires	dont hors Esat	Ensemble des salariés
						en Esat	en milieu ordinaire			
<b>Employés, dont</b>	<b>54</b>	<b>53</b>	<b>51</b>	<b>64</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>48</b>	<b>41</b>	<b>52</b>	<b>32</b>
employés civils et agents de service de la fonction publique	9	7	7	10	8	4	13	8	9	8
employés de commerce	9	9	8	12	3	0	7	6	8	6
personnels des services directs aux particuliers	24	30	30	33	9	2	19	21	27	9
<b>Ouvriers, dont</b>	<b>31</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>25</b>	<b>70</b>	<b>94</b>	<b>37</b>	<b>50</b>	<b>36</b>	<b>25</b>
ouvriers qualifiés	15	15	16	7	10	3	20	13	16	18
ouvriers non qualifiés	14	20	20	17	58	89	16	35	18	6
ouvriers agricoles	2	2	2	1	2	2	1	2	2	1
<b>Professions intermédiaires</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>22</b>
<b>Cadres</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>19</b>
<b>Agriculteurs, artisans et non-renseignés</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Lecture > Fin 2021, 31 % des salariés bénéficiaires de l'ASS sont ouvriers.  
Champ > France, poste principal, au 31 décembre 2021, des salariés âgés de 16 à 64 ans.  
Sources > DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

9. Les données disponibles ne permettent pas d'identifier la quotité de travail pour les salariés des particuliers employeurs.  
10. Il s'agit d'une estimation : seul le smic horaire brut est fixé par la loi. Le montant des cotisations sociales pouvant varier selon l'activité du salarié, le smic net ne peut être qu'indicatif.

concentrée : la moitié perçoit un salaire horaire net compris entre 8,4 et 10,6 euros. Ces constats confirment que la perception d'un minimum social, due à de faibles revenus d'activité, est causée à la fois par un faible volume d'heures travaillées et par un faible salaire horaire.

Davantage que pour les autres salariés, les employeurs sont des particuliers ou des associations

Une très large majorité des salariés bénéficiaires de minima sociaux travaille dans le secteur privé (tableau 7), un peu plus de la moitié (hors allocataires de l'AAH travaillant en Esat) étant employée par une société commerciale. Si ces sociétés représentent les principaux employeurs des salariés bénéficiaires du RSA et de l'ASS, ce sont les associations loi 1901 (ou assimilées) qui prédominent à titre d'employeur pour les salariés allocataires de l'AAH : 58 % d'entre eux sont employés par une association. Ce résultat s'explique principalement par les Esat ; en effet, parmi les salariés allocataires de l'AAH en Esat, neuf sur dix sont employés par une association

loi 1901. Les associations représentent aussi 14 % des employeurs des salariés bénéficiaires de l'ASS et 13 % des employeurs des salariés bénéficiaires du RSA, ce qui est nettement plus élevé que parmi l'ensemble des salariés (7 %). 12 % des salariés bénéficiaires de minima sociaux travaillent dans la fonction publique, dont la moitié dans la fonction publique territoriale (6 %). En particulier, 10 % des salariés bénéficiaires du RSA travaillent dans la fonction publique et 6 % dans la fonction publique territoriale. Quant à l'activité professionnelle au service des particuliers employeurs, elle est relativement courante pour les salariés bénéficiaires de l'ASS (13 %) et du RSA (14 %), alors qu'elle ne concerne que 3 % de l'ensemble des salariés. Les salariés de particuliers travaillent au domicile de leur employeur (activités de jardinage, de ménage, de cuisine, de garde d'enfant, d'aide à domicile). Les assistants maternels qui exercent à leur propre domicile sont compris dans cette catégorie. Enfin, 7 % des salariés bénéficiaires de l'ASS et 6 % des salariés bénéficiaires du RSA sont employés par des structures d'insertion par

Tableau 6 Quotité de travail et distribution du salaire horaire net des bénéficiaires de minima sociaux salariés, fin 2021

	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont travail		Ensemble des bénéficiaires	dont hors Esat	Ensemble des salariés
						en Esat	en milieu ordinaire			
Quotité de travail (en %)										
Temps complet	46	44	44	37	62	74	45	52	44	81
Temps partiel	54	56	56	63	38	26	55	48	56	19
Distribution du salaire (en euros par heure)										
1 <sup>er</sup> quartile de salaire horaire	8,4	8,3	8,3	8,3	4,8	4,6	8,6	7,1	8,4	9,9
Salaire horaire médian	9,2	9,1	9,1	9,1	5,7	4,9	9,5	8,7	9,2	12,5
3 <sup>e</sup> quartile de salaire horaire	10,6	10,4	10,4	10,4	9,5	5,4	11,2	10,2	10,6	17,0

Lecture > Fin 2021, 46 % des salariés bénéficiaires de l'ASS, hors salariés des particuliers employeurs, exercent à temps complet. Un sur deux (salariés des particuliers employeurs compris) a un salaire horaire net inférieur à 9,2 euros, un sur quatre un salaire horaire net supérieur à 10,6 euros.

Champ > France, poste principal, au 31 décembre 2021, des salariés âgés de 16 à 64 ans (hors salariés des particuliers employeurs pour la quotité de travail).

Sources > DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.



l'activité économique (IAE)<sup>11</sup>, contre 1 % de l'ensemble des salariés<sup>12</sup>.

Plus de quatre bénéficiaires de minima sociaux non salariés sur cinq exercent en tant que microentrepreneurs

Parmi les bénéficiaires de minima sociaux non salariés<sup>13</sup>, le statut<sup>14</sup> de microentrepreneur est largement majoritaire (83 %), alors qu'il est légèrement

minoritaire parmi l'ensemble des non-salariés (46 %). 84 % ont ce statut parmi les bénéficiaires du RSA non salariés, 78 % parmi les bénéficiaires de l'ASS et 72 % parmi les bénéficiaires de l'AAH (tableau 8). Par ailleurs, les non-salariés bénéficiaires de minima sociaux, quel que soit leur statut, exercent proportionnellement moins une profession libérale<sup>15</sup> (13 %) que l'ensemble des non-salariés (31 %).

Tableau 7 Employeurs des bénéficiaires de minima sociaux salariés, fin 2021

	En %									
	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont travail		Ensemble des bénéficiaires	dont hors Esat	Ensemble des salariés
						en Esat	en milieu ordinaire			
Fonction publique (et autres organismes publics et personnes morales de droit public), dont	15	10	10	12	13	5	24	12	13	23
fonction publique d'État	4	2	2	4	3	0	7	3	3	9
fonction publique territoriale	8	6	6	6	6	1	13	6	8	8
fonction publique hospitalière	2	1	1	2	4	5	4	2	2	5
Particuliers employeurs	13	14	14	10	3	0	8	9	12	3
Secteur privé, dont	72	76	76	78	84	94	69	79	74	74
sociétés commerciales	52	59	59	61	21	0	48	43	56	61
associations loi 1901 ou assimilées	14	13	13	14	58	89	16	32	14	7
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Insertion par l'activité économique <sup>1</sup>	7	6	6	6	1	0	3	4	6	1

1. Les salariés en insertion par l'activité économique (IAE) peuvent être employés par la fonction publique ou par le secteur privé. L'IAE est donc incluse dans les différentes modalités du tableau constituant l'ensemble, exceptée la modalité « Particuliers employeurs ».

**Note >** Toutes les modalités du secteur privé et de la fonction publique ne sont pas présentées. Les salariés de la fonction publique ne sont pas forcément fonctionnaires (non-titulaires, etc.).

**Lecture >** Fin 2021, 15 % des salariés bénéficiaires de l'ASS sont employés par la fonction publique et 6 % des salariés bénéficiaires du RSA sont employés par une structure d'insertion par l'activité économique.

**Champ >** France, poste principal, au 31 décembre 2021, des salariés âgés de 16 à 64 ans.

**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

11. Les structures d'IAE proposent un accompagnement dans l'emploi à des personnes très éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

12. Les personnes qui sont employées par une structure d'IAE ne sont pas forcément en IAE (au sens du contrat de travail). En effet, il peut s'agir du personnel encadrant et d'autres salariés n'ayant pas pu signer de contrat IAE. Il peut être raisonnable de supposer que peu de bénéficiaires de minima sociaux font partie du personnel d'encadrement, toutefois certains peuvent faire partie des salariés n'ayant pas pu signer ou n'ayant pas encore signé de contrat IAE. D'après les données de la Dares, fin 2021, 142 900 personnes sont en contrat IAE. D'après le panel tous actifs, environ 176 700 personnes sont salariées par une structure d'IAE à cette date.

13. Dans cette partie et les suivantes, l'analyse porte exclusivement sur les bénéficiaires de minima sociaux en emploi non salarié. Par abus de langage, les « non-salariés » se réfèrent ici aux personnes en emploi non salarié.

14. Les informations sur l'emploi non salarié dans le panel tous actifs de l'Insee portent uniquement sur l'activité non salariée principale.

15. La profession libérale désigne toute profession exercée sur la base de qualifications professionnelles appropriées, à titre personnel, sous sa propre responsabilité et de façon professionnellement indépendante, en offrant des services intellectuels et conceptuels dans l'intérêt du client et du public.

**La médiane du revenu des bénéficiaires de minima sociaux non salariés est près de onze fois inférieure à celle de l'ensemble des non-salariés**

Bien qu'ils soient considérés comme actifs au 31 décembre 2021, certains non-salariés n'ont déclaré aucun revenu lié à cette activité au cours de l'année 2021. Cette proportion s'élève à 10 % parmi

les non-salariés bénéficiaires de minima sociaux fin 2021 et à 7 % parmi l'ensemble des non-salariés fin 2021 (tableau 9). La moitié des bénéficiaires d'un minimum social non salariés perçoivent moins de 85 euros par mois<sup>16</sup> au titre de leur activité non salariée principale. Ce montant est presque onze fois inférieur à la médiane pour l'ensemble des non-salariés, qui s'élève à 917 euros par mois.

**Tableau 8 Statut des bénéficiaires de minima sociaux en emploi non salarié, fin 2021**

En %

	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont taux d'incapacité		Ensemble des bénéficiaires	Ensemble des non-salariés
						80 % ou plus	compris entre 50 % et 79 %		
<b>Non-salariés « classiques »</b>	22	16	16	16	28	34	24	<b>17</b>	54
<b>Non-salariés microentrepreneurs</b>	78	84	84	84	72	66	76	<b>83</b>	46
<b>Ensemble, dont</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
profession libérale	21	13	12	15	17	21	15	<b>13</b>	31
hors profession libérale	79	87	88	85	83	79	85	<b>87</b>	69

**Note >** Voir l'encadré 2 pour la définition des microentrepreneurs et des non-salariés classiques.  
**Lecture >** Fin 2021, 78 % des bénéficiaires de l'ASS non salariés exercent sous le statut de microentrepreneur.  
**Champ >** France, activité non salariée principale, au 31 décembre 2021, des non-salariés âgés de 16 à 64 ans.  
**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

**Tableau 9 Part des bénéficiaires de minima sociaux non salariés déclarant un revenu strictement positif lié à leur activité non salariée principale et distribution du revenu mensualisé, fin 2021**

	ASS	RSA	dont non majoré	dont majoré	AAH	dont taux d'incapacité		Ensemble des bénéficiaires	Ensemble des non-salariés
						80 % ou plus	compris entre 50 % et 79 %		
<b>Proportion de revenus nuls (en %)</b>	17	9	9	9	15	15	14	<b>10</b>	7
<b>Proportion de revenus strictement positifs (en %)</b>	83	91	91	91	85	85	86	<b>90</b>	93
<b>Distribution du revenu mensualisé (en euros)</b>									
1 <sup>er</sup> décile	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	9
1 <sup>er</sup> quartile	8	22	23	14	10	16	8	<b>20</b>	143
Médiane	93	87	88	59	57	105	44	<b>85</b>	917
3 <sup>e</sup> quartile	377	246	247	212	276	347	188	<b>252</b>	2 791
9 <sup>e</sup> décile	753	509	509	527	739	1 125	650	<b>532</b>	5 720

**Notes >** Les statistiques sur les revenus ne concernent que les affiliés de l'Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss). Les affiliés de la CCMSA sont exclus du champ car les données ne sont pas disponibles. Les individus taxés d'office sont également exclus du champ. Voir l'encadré 2 pour la définition du revenu mensualisé.  
**Lecture >** 90 % des bénéficiaires de minima sociaux non salariés fin 2021 ont perçu en 2021 un revenu lié à leur activité non salariée principale. Un sur deux a un revenu mensuel supérieur à 85 euros et un sur dix un revenu mensuel supérieur à 532 euros.  
**Champ >** France, activité non salariée principale, au 31 décembre 2021, des non-salariés âgés de 16 à 64 ans relevant de l'Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss).  
**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

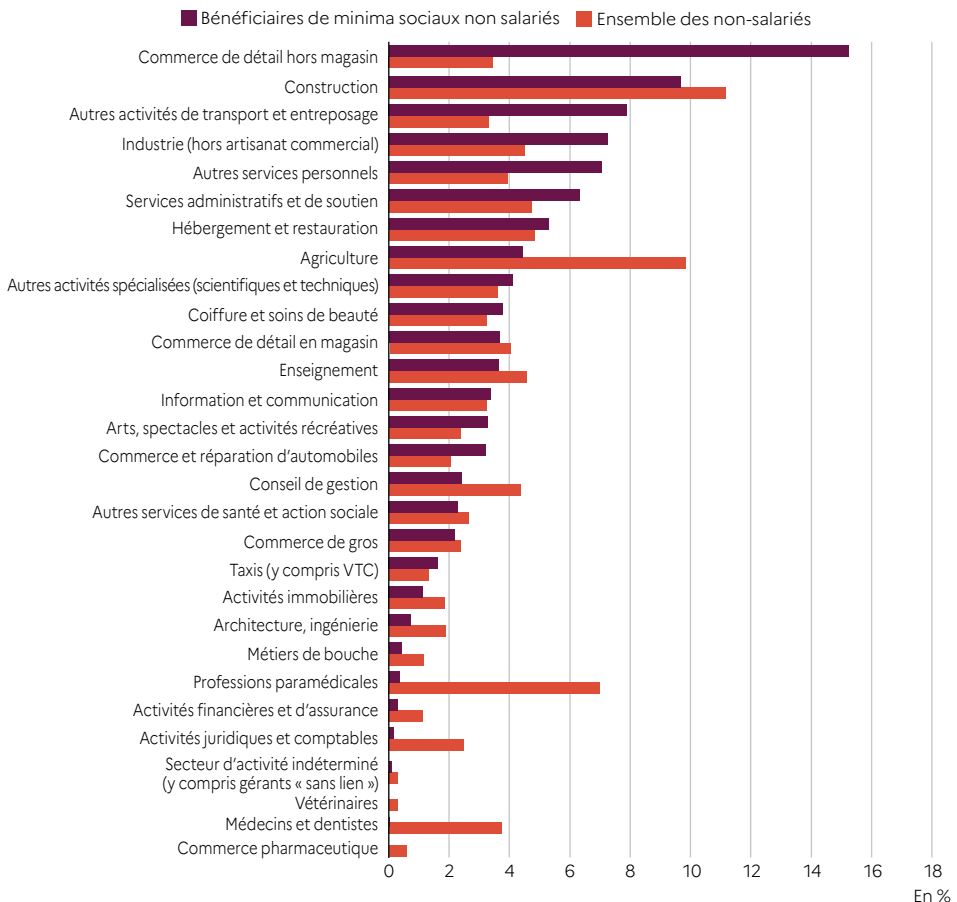
16. Il s'agit d'un revenu mensualisé (encadré 2).

### Près d'un bénéficiaire de minima sociaux non salarié sur six travaille dans le secteur du commerce de détail hors magasin

15,3 % des bénéficiaires de minima sociaux non salariés travaillent dans le secteur du commerce de détail hors magasin, contre 3,5 % pour l'ensemble des non-salariés (*graphique 1*). Parmi eux, 79 % font du commerce de détail sur les événements et les marchés (11 % vendent de l'alimentaire, 15 % du textile ou de l'habillement et 54 % d'autres

marchandises). Les 21 % restants travaillent dans la vente à distance ou assimilée. Les bénéficiaires de minima sociaux non salariés sont aussi nettement surreprésentés parmi les « autres activités de transport et entreposage » (7,9 % contre 3,3 %). À l'inverse, les bénéficiaires de minima sociaux non salariés sont très largement sous-représentés dans les professions libérales réglementées (médecins et dentistes, professions paramédicales, juridiques et comptables) et dans l'agriculture. ■

**Graphique 1** Secteur d'activité des bénéficiaires de minima sociaux non salariés et de l'ensemble des non-salariés, fin 2021



**Note >** Répartition selon la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) en 39 postes. Les 11 secteurs relevant de l'agriculture sont regroupés en une seule modalité.

**Lecture >** Fin 2021, 9,7 % des bénéficiaires de minima sociaux non salariés travaillent dans le secteur de la construction. Parmi l'ensemble des non-salariés, 7,0 % d'entre eux travaillent dans les professions paramédicales.

**Champ >** France, activité non salariée principale, au 31 décembre 2021, des non-salariés âgés de 16 à 64 ans.

**Sources >** DREES, ENIACRAMS ; Insee, panel tous actifs.

**Pour en savoir plus**

- > Données complémentaires sur le site de la DREES, édition 2025 de *Minima sociaux et prestations de solidarité*, rubrique Données, fiche 20.
- > **Amar, É.** (coord.) (2025, mai). *Emploi et revenus des indépendants*. Insee, coll. Insee Références.
- > **Amar, É., Treppoz, M.** (2023, juillet). En 2021, les revenus d'activité des non-salariés rebondissent. Insee, *Insee Première*, 1961.
- > **Blasco, J., Chikhi, S.** (2023, février). L'insertion par l'activité économique en 2021. Forte hausse des entrées. Dares, *Dares Résultats*, 13.
- > **Boyer, A., Leroy, C.** (2023, janvier). RSA : parmi les bénéficiaires fin 2018, deux sur cinq ont travaillé en 2019. DREES, *Études et Résultats*, 1253.
- > **Duco, Q.** (2020, octobre). Des revenus d'activité bien plus dispersés pour les non-salariés que pour les salariés. Insee, *Insee Focus*, 213.